

RECRUTEMENT CHARGE DES CONTRATS ET PASSATION DE MARCHES PUBLICS- UNITE SUPPORTS PROJETS – USP EXPERTISE FRANCE, GUINEE

A propos d'Expertise France :

Expertise France est l'agence publique de la coopération technique internationale. L'agence intervient autour de quatre axes prioritaires :

- Gouvernance démocratique, économique et financière ;
- Stabilité des pays en situation de crise / post-crise et sécurité ;
- Lutte contre le dérèglement climatique et développement urbain durable ;
- Renforcement des systèmes de santé, protection sociale et emploi.

Description de la mission

Au sein de l'Unité Supports Projets (USP), sous la responsabilité du Responsable Juridique, Contrats et Marchés Publics, le Chargé de contrats (H/F) est en charge de la sécurisation des engagements/actes juridiques de l'USP relevant de ses compétences, et apporte autant que de besoin son expertise juridique à l'ensemble des services de l'USP.

Il supervise les activités d'achat et de contractualisation de l'USP et des projets de coopération de son portefeuille, dans le respect de la réglementation applicable et des règles internes d'Expertise France en matière de marchés publics et de subvention.

Il contribue au reportage juridique du bureau.

(La liste suivante n'est pas exhaustive, les missions et activités énoncées ne sont pas limitatives.)

Les missions sont mises en œuvre sous la supervision du responsable juridique de l'USP, conformément à la réglementation applicable et aux règles internes d'Expertise France.

- **Appui des équipes projets dans :**
 - L'élaboration des plans de passation de contrats,
 - L'élaboration des cahiers des charges et appels à projets de subvention,
 - La planification, l'optimisation des procédures de passation de contrats et d'octroi des subventions.
 - L'appui à l'expression de besoin

Conduite des procédures de passation : Réception, traitement et suivi des demandes de contractualisation de contrat d'achat public (marchés publics) et de subvention

- Préparation des documents constituant le dossier de consultation
- Mise en œuvre de la procédure de passation y compris gestion de la dématérialisation de la procédure (création consultation, des réceptions des offres, et des échanges électroniques avec les candidats)
- Traitement et modifications des consultations en lien avec le Département des Affaires Juridiques (DAJ)
- Organisation et conduite des négociations
- Coordination de l'information aux soumissionnaires
- Organisation des sessions d'évaluation et analyse des propositions de projet en lien avec l'équipe projet
- Mise au point des grilles d'analyse, des PV d'attributions et de l'ensemble des pièces relevant de la procédure de passation
- Mise au point du contrat et vérification de la conformité des soumissionnaires
- Archivage, en application des procédures internes, de l'ensemble des pièces de passation et des pièces contractuelles
- Dans le cadre d'audits de procédure, mise à disposition des documents demandés et explications des procédures mises en œuvre
- Garant de l'éligibilité de son périmètre en cas d'audit

Suivi contractuel de l'exécution des contrats

- Accompagnement des équipes projet concernées, suivi de l'exécution des contrats dans le respect de ses stipulations vis-à-vis des cocontractants, notamment en matière de modification (avenant et autres actes d'exécution), d'opérations de vérifications et de réception des livrables, des activités et des prestations

Relation fournisseurs et environnement achat (en lien avec le responsable juridique de l'USP)

- Participer au suivi des relations avec les fournisseurs
- Participer à la capitalisation des listes de prix et de fournisseur, ainsi que de la documentation en usage (import – export, exonération, taxes...)

- Participer à l'analyse d'environnement achat au niveau national et régional

Coordination et diffusion d'informations et de bonnes pratiques juridiques :

- Participation active en lien avec le DAJ au réseau des praticiens de l'achat et des subventions d'Expertise France (au partage des savoirs et bonnes pratiques en matière d'achat, de subvention)

Profil souhaité

Formation

- Formation supérieure en droit, en gestion administrative ou en économie
- Maîtrise de la réglementation relative à l'achat public

Compétences générales attendues :

- Expérience en matière de contractualisation d'achat public (fournitures, services et travaux) et de subvention
- Expérience en matière de contractualisation et de reporting financier auprès d'un bailleur de fonds (Union Européenne et AFD), dans le domaine de la réglementation française et/ou internationale étant un plus
- La connaissance des règles applicables aux opérations de travaux sous maîtrise d'ouvrage publique est un plus
- Capacité à travailler en réseau et dans un contexte exigeant ;

Aptitudes/ Savoir être :

- Forte capacité d'autonomie, d'indépendance d'esprit et d'impartialité ;
- Qualités relationnelles, de travail en équipe ;
- Parfaite maîtrise des outils bureautiques
- Organisé(e), rigoureux (se) et méthodique
- Excellentes qualités rédactionnelles et de synthèse
- Excellente expression écrite et orale en français ; l'anglais étant un plus.
- Réactivité et disponibilité
- Discrétion.

Informations complémentaires

Nature du contrat : **Contrat de travail guinéen à durée déterminée d'un (1) an renouvelable**

Date de prise de fonctions : **Dès que possible**

Rémunération : selon grille salariale EF et profil



NB : Les candidat(e)s intéressé(e)s par cette opportunité sont invité(e)s à soumettre leur CV et Lettre de motivation dans les meilleurs délais via le lien suivant :

Le processus de sélection des candidatures se fera en trois temps :

- Dans un premier temps, une liste restreinte sera établie librement par Expertise France.
- Dans un deuxième temps, les candidat(e)s de la liste restreinte pourront être invité(e)s à passer des tests écrits visant à évaluer leurs compétences techniques et linguistiques.
- Dans un troisième temps, les candidat(e)s sélectionné(e)s pourront être convié(e)s à un entretien.

La date limite de dépôt des candidatures est le 17/11/2023.

Expertise France est respectueuse de l'égalité des chances et encourage vivement les candidatures féminines.